ARRETE DE MISE A LA RETRAITE SANS DROIT A PENSION DE LA CNRACL

**De Monsieur *(ou Madame)*..., *(Grade)* ...**

*(Rétablissement au régime général)*

***Les mentions en italiques constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de l’arrêté. Ils doivent être supprimés de l’arrêté définitif.***

Le Maire (*ou le Président*) de ...

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 et la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites,

Vu le Décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique,

Considérant que Monsieur *(ou Madame)*... est affilié(e) à la CNRACL sous le numéro …, mais ne compte pas 2 ans de services civils et militaires pour bénéficier d’une retraite versée par la C.N.R.A.C.L.,

***OU***

Considérant que Monsieur *(ou Madame)*... a la qualité de fonctionnaire stagiaire et est licencié pour inaptitude physique,

Considérant que le dossier de cet agent doit être rétabli auprès du régime général de la Sécurité Sociale et de l’IRCANTEC,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

A compter du …, Monsieur *(ou Madame)*..., né*(e)* le …, est admis*(e)* à faire valoir ses droits à la retraite sous réserve de l’accord du régime général et de l’IRCANTEC.

**Article 2 :**

Le fonctionnaire, qui cesse définitivement ses fonctions et qui souhaite exercer une activité lucrative, salariée ou non, dans une entreprise privée ou un organisme de droit privé ou de toute activité libérale, doit saisir à titre préalable l'autorité territoriale dont il relevait afin d'apprécier la compatibilité de cette activité avec les fonctions exercées au cours des trois années précédant le début de cette activité.

**Article 3 :**

Le Maire (*ou le Président*) est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur *(ou Madame)*...

**Article 4 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours devant le Tribunal Administratif d’Amiens dans le délai de deux mois à compter de sa notification à l’intéressé.

**Article 5**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Président du Centre de Gestion de l’Oise et au comptable de la collectivité.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

(date et signature) Le Maire *(ou le Président)*,